



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

Objectif

Lettre d'information
économique

AFRIQUE

N° 244 – 11 mars 2024

Les titres à la une

Afrique centrale : L'Etat gabonais active son droit de préemption pour le rachat des actifs d'Assala par Maurel & Prom

Afrique de l'est : Kenya – Le Kenya placé sur liste grise du GAFI

Afrique de l'ouest : Levée des sanctions de la CEDEAO contre le Niger et la Guinée

Afrique australe : Afrique du Sud – Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance, de 1,8 % à 1,0 % en 2024

LE CHIFFRE À RETENIR

4,8 Mds \$

La Côte d'Ivoire, le Bénin et le Kenya ont réussi leurs émissions d'Eurobonds, pour un total de 4,8 Md USD.

Table des matières

Focus	4
Conjoncture	5
Environnement des affaires	6
Projets et financements	9
Secteurs d'activités	12
• Energies et matières premières	12
• Industrie, transports et services	14
• Agriculture et agroalimentaire	16
Agenda	18
Contacts	22

FOCUS

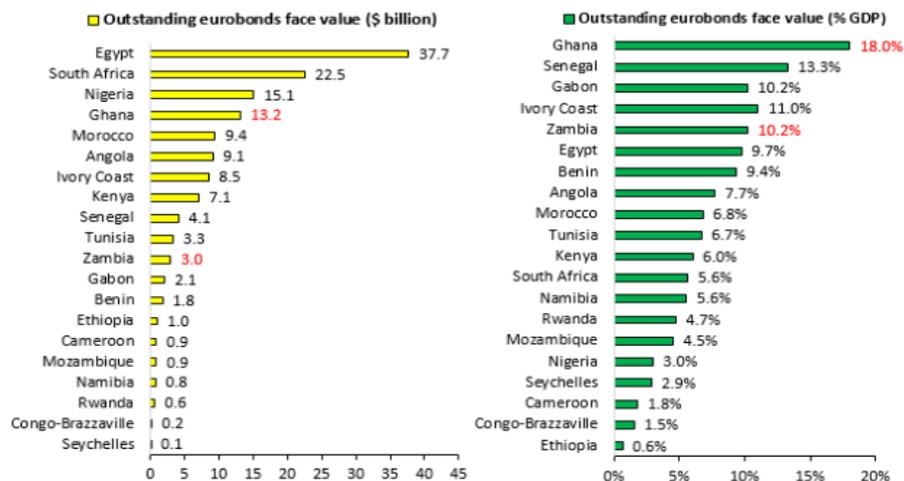
L'année 2024 marque un début de retour des pays africains sur le marché des Eurobonds

Après presque un an d'inactivité sur le marché des Eurobonds, le début de l'année 2024 marque un regain d'intérêt des marchés pour la dette des Etats africains. La Côte d'Ivoire, le Bénin et le Kenya ont ainsi réussi leurs émissions d'Eurobonds, pour un total de 4,8 Md USD. Ces émissions, largement sursouscrites, signalent un fort intérêt des investisseurs malgré les défis économiques et d'endettement que connaissent nombre de pays d'Afrique subsaharienne. Si la pandémie de la Covid-19 et la remontée des taux directeurs états-uniens avaient restreint l'accès des pays africains aux marchés de capitaux internationaux, ces émissions réussies indiquent une amélioration des conditions financières mondiales, susceptibles de favoriser des émissions d'Eurobonds par davantage de pays africains.

La Côte d'Ivoire, après deux ans d'absence sur le marché des Eurobonds, et le Bénin, ont respectivement pu lever 2,8 Md USD à 8,5 % et 750 M USD à 8,4 %, des taux d'endettement soutenables et compétitifs au vu des niveaux encore élevés des taux américains. Au Bénin, la sursouscription témoigne de la confiance des investisseurs dans la stabilité et la croissance économique du pays, renforcée par des réformes structurelles et une gestion prudente de sa dette.

Les marchés témoignent également d'un regain d'intérêt pour la dette africaine malgré les risques de défaut, comme en témoigne la levée de fonds du Kenya. Le pays a réussi d'importantes émissions totalisant 1,5 Md USD à un taux particulièrement élevé de 10,4 %, bien au-dessus des émissions réalisées en Afrique de l'ouest. Cette émission témoigne de la situation financière critique du pays, le Kenya consacre en effet 60 % de ses recettes fiscales au service de la dette et fait face à d'importantes échéances de remboursement au moins de juin (2 Md USD).

Situation du stock d'Eurobonds africains au troisième trimestre 2023



Source: Gregory Smith, Lead Economist at World Bank

Afrique du Sud – Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance, de 1,8% à 1% en 2024

Le 31 janvier, le FMI a publié une mise à jour de son World Economic Outlook, actualisant les prévisions de croissance de plusieurs grandes économies développées et émergentes. Dans ce cadre, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l’Afrique du Sud à 0,6% pour l’année 2023 (soit -0,3 point par rapport à ses prévisions d’octobre) ; 1% en 2024 (-0,8 point) et 1,3% en 2025 (-0,3 point). Le rapport met en avant les difficultés logistiques croissantes, plus importantes qu’escomptées, qui entravent fortement l’activité (pour rappel, l’impact de la crise logistique sur l’économie est évalué jusqu’à 6 points de PIB par certaines études). Ces anticipations sont globalement similaires à celles de la Banque centrale sud-africaine, mises à jour la semaine dernière lors du comité de politique monétaire. A noter qu’en Afrique subsaharienne, l’activité devrait progresser à un niveau nettement supérieur : 3,3% en 2023, 3,8% en 2024, puis 4,1% en 2025.

Afrique centrale – Revue de stabilité financière en CEMAC : baisse de la rentabilité des banques en 2022

Le 24 février 2024, la Conférence des Chefs d’Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’ouest (CEDEAO) a décidé de la levée, avec effet immédiat, des sanctions imposées au Niger, à la suite du coup d’Etat survenu le 26 juillet 2023. Pour rappel, ces sanctions concernaient entre autres : (i) la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger ; (ii) la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les États membres de la CEDEAO et le Niger ; (iii) le gel des avoirs de l’État nigérien, ainsi que des entreprises publiques et parapubliques du pays auprès des banques commerciales. Ainsi, suite à cette décision, le gouvernement béninois a ordonné l’ouverture des frontières entre le Bénin et le Niger. Cependant, côté Niger, la frontière semblait toujours fermée cette semaine. Le pont qui sépare les deux pays restait infranchissable, ne permettant pas une reprise des flux commerciaux à ce stade. Pour rappel, avant l’imposition des sanctions, environ 70% des importations du Niger passaient par le port de Cotonou et empruntaient ce corridor terrestre.

Bénin – Emission d’un eurobond de 750 M USD

Pour la première fois, le Bénin a émis un eurobond en dollar sur le marché obligataire international, lui permettant de lever 750 M USD sur 14 ans, avec un coupon de 7,96% en dollars (soit 6,5% équivalent euro après opération de couverture de change). A la suite d’une visite du ministre de l’Economie et des Finances en février à Londres et New York, le livre d’ordres de l’opération a atteint 5 Mds USD avant d’être

plafonné à 750 M USD (alors que la recherche initiale portait sur un montant de 500 M USD), ce qui aurait permis de compresser le rendement à l'émission de 50 points de base au cours de la journée d'émission. Cette levée de fonds, qui a mobilisé plus de 200 investisseurs internationaux, servirait à financer en partie le budget de l'Etat pour 2024, tout en limitant son recours au marché régional. Elle fait suite à deux émissions réalisées par le Bénin en 2019 et en 2021, de 500 M EUR chacune.

Guinée – La mission du FMI étudie la demande d'une aide budgétaire d'urgence face à la crise des carburants

En mission à Conakry du 31 janvier au 13 février, le FMI a examiné la gestion macro-économique du pays et étudié des recommandations au titre de l'article IV (conclusions à venir en avril prochain). Ces dernières porteraient essentiellement sur le projet Simandou et son régime fiscal, l'apport du secteur minier à l'économie, l'accroissement de la mobilisation des recettes fiscales et douanières, la politique monétaire, les prix de référence ainsi que la gouvernance économique et financière. Cette mission avait également comme deuxième objectif, celui d'étudier la possibilité d'une aide budgétaire d'urgence suite à la requête du gouvernement guinéen au lendemain de l'explosion du principal dépôt pétrolier du pays le 18 décembre 2023. A ce titre, le gouvernement pourrait potentiellement se voir attribuer l'équivalent de 25% de sa quote-part de DTS disponible au niveau du FMI soit environ 72 M USD.

Côte d'Ivoire - Accord des services pour un programme au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité de 1,3 Md USD

Dans un communiqué publié le vendredi 16 février, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé un accord au niveau des services avec les autorités ivoiriennes sur un programme d'aide de 1,3 Md USD (1,2 Md EUR), soit 150% de la quote-part, destiné à soutenir des réformes portant sur la lutte contre le changement climatique. Cette annonce intervient à la suite d'une mission virtuelle du Fonds qui s'est tenue du 23 janvier au 14 février. Il s'agira du premier financement accordé au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), un mécanisme de prêt lancé en 2022 par le Fonds pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à relever les défis structurels à long terme tels que le dérèglement climatique. Il visera à soutenir la mise en œuvre de réformes par les autorités ivoiriennes entre 2024 et 2026 pour renforcer l'adaptation et l'atténuation, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du transport, des infrastructures et de la gestion des finances publiques.

Ghana - La Banque centrale abaisse son taux directeur de 100 pb pour le ramener à 29 %

La Banque du Ghana (BoG) a abaissé son taux directeur de 100 points de base, le ramenant à 29 %, marquant la première baisse en deux ans. Cette décision est motivée par l'amélioration des indicateurs macroéconomiques, particulièrement la diminution du taux d'inflation. Toutefois, il a été souligné que le maintien d'une politique monétaire restrictive demeure crucial pour consolider la désinflation. En effet, le taux d'inflation a enregistré une baisse de plus de 30 points en 2023,

atteignant 23,2 % en décembre 2023 en glissement annuel. Les prévisions d'inflation indiquent une poursuite de la désinflation en 2024, pour atteindre 15 % à la fin de l'année 2024, en revenant progressivement à l'objectif de moyen terme de 6 à 10 % en 2025. Le taux directeur de la BoG avait atteint son pic en juillet 2023 à 30 %, maintenu jusqu'en janvier 2024, ce qui le positionnait comme le plus élevé en Afrique. Des taux élevés restreignent considérablement l'accès au crédit, entraînant des taux d'intérêts sur les prêts commerciaux qui oscillent autour de 32 % en moyenne, fermant quasiment l'accès aux crédits pour les particuliers comme pour les entreprises.

Environnement des affaires

Afrique – Reconduction du secrétaire général de la zone de libre-échange continentale africaine

Le sud-africain M. Wamkele Mene a été reconduit pour quatre ans dans ses fonctions de secrétaire général de la ZLECAf par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba, en Ethiopie. Le secrétariat est basé à Accra, au Ghana. M. Mene est, depuis 2020, le premier secrétaire-général de la ZLECAf dont le rôle consiste à mettre en œuvre la plus grande zone de libre-échange au monde (47 pays africains ont ratifié l'accord). Il a auparavant représenté l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'initiative en est pour l'instant à sa phase pilote avec l'implémentation de l'Initiative commerciale guidée (ICG) qui est conçu pour permettre le démarrage du commerce sous les préférences de l'accord de la ZLECAf et concerne actuellement 31 pays. Le 31 janvier dernier, la première livraison sous le régime de la ZLECAf avait été lancée depuis le port de Durban vers le Ghana.

Afrique de l'Ouest – Levée des sanctions de la CEDEAO contre le Niger et la Guinée

Le 24 février 2024, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a décidé de la levée, avec effet immédiat, des sanctions imposées au Niger, à la suite du coup d'Etat survenu le 26 juillet 2023. Pour rappel, ces sanctions concernaient entre autres : (i) la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger ; (ii) la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les États membres de la CEDEAO et le Niger ; (iii) le gel des avoirs de l'État nigérien, ainsi que des entreprises publiques et parapubliques du pays auprès des banques commerciales. Ainsi, suite à cette décision, le gouvernement béninois a ordonné

l'ouverture des frontières entre le Bénin et le Niger. Cependant, côté Niger, la frontière semblait toujours fermée cette semaine. Le pont qui sépare les deux pays restait infranchissable, ne permettant pas une reprise des flux commerciaux à ce stade. Pour rappel, avant l'imposition des sanctions, environ 70% des importations du Niger passaient par le port de Cotonou et empruntaient ce corridor terrestre.

Afrique de l'Est – L'indice de perception de la corruption (IPC) 2023

L'indice de perception de la corruption (IPC) classe 180 pays et territoires du monde entier en fonction de leur niveau perçu de corruption du secteur public, sur une échelle de 0 (très corrompu) à 100 (peu corrompu). Malgré quelques améliorations dans quelques pays africains, l'IPC de 2023 publié par Transparency International montre que la plupart d'entre eux ont maintenu de mauvaises performances. Dans la région AEOI, si le score des Seychelles s'est considérablement amélioré, passant d'une base de référence inférieure de (51/176) en 2012 à (20/180) en tant que meilleur score de la région subsaharienne en 2023, les pays en conflit ou dont les institutions démocratiques sont restreintes figurent parmi les derniers du classement mondial, comme le Soudan du Sud (177/180) et la Somalie (180/180). Le Kenya a obtenu un score de 31 sur 100, en baisse par rapport au score de 32 obtenu en 2022, et se classe à (126/180). Le Rwanda arrive en tête de la région d'Afrique de l'Est avec 53 points contre 51 points en 2022, la Tanzanie obtient 40 points contre 38, l'Ouganda maintient un score de 26, et le Burundi obtient 20 points contre 17 points en (IPC) de 2022.

Afrique de l'Ouest – Création de zones franches entre l'Algérie et la Mauritanie, le Mali et le Niger

Le président algérien a proposé la création de zones franches dès 2024 entre l'Algérie et cinq pays africains frontaliers, la Mauritanie, le Mali et le Niger ainsi que la Tunisie et la Libye, en vue de renforcer l'intégration économique régionale. Ces espaces situés aux frontières entre deux pays seront caractérisés par des exonérations de droits de douane, des installations d'entreposage, de stockage et de distribution. A cette fin, le président algérien a annoncé la mobilisation de partenariats public/privé pour l'amélioration des infrastructures, l'exploitation des ressources nationales, le recours aux fonds régionaux et internationaux de développement des infrastructures ainsi qu'à d'autres outils de financement innovants.

Angola – Le stock d'IDE en Angola a chuté de 40 % depuis le début de la pandémie de Covid

Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Angola, concentré quasi-exclusivement dans le secteur pétrolier, est passé de 21,6 Mds USD en 2020 à 12,9 Mds USD en 2023, soit une chute de 40 %. Le stock d'IDE dépassait même 40 Mds USD en 2012. Ce désinvestissement massif des investisseurs internationaux est la conséquence du fort ralentissement des flux d'IDE annuels qui avaient atteint 16 Mds USD en 2014 et n'étaient plus que de 6,8 Mds USD en 2022 et d'à peine plus de 6

Mds USD en 2023. Il a contribué à la baisse de la production pétrolière du pays, liée au vieillissement des puits qui n'a pas été compensée par la mise en service de nouveaux investissements. L'IDE hors secteur pétrolier est faible, avec des flux d'IDE qui n'ont dépassé les 300 M USD que 3 fois au cours de la dernière décennie (347 M USD en 2015, 648 M USD en 2018 ; 641 M USD en 2019) alors qu'ils n'ont atteint que 197 M USD en 2022 et 222 M USD en 2023 (sur 3 trimestres). Ces investissements dans des secteurs tels que les diamants, le commerce, les services et le BTP sont bien inférieurs aux besoins du pays pour diversifier son économie.

Comores – Adhésion prochaine à l'OMC

Lors de la 13ème conférence ministérielle de l'OMC (CM 13) qui s'est tenue à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) le 26 février 2024, les ministres du Commerce des pays membres ont formellement approuvé l'accession des Comores et du Timor-Leste à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces deux adhésions porteront le nombre de pays membres à l'OMC à 166. Le protocole d'adhésion des deux pays concernés devra être ratifié par leur parlement respectif. Les Comores avaient déposé leur demande d'adhésion à l'OMC en 2007. Le groupe de travail portant sur l'adhésion des Comores avait conclu ses travaux le 9 janvier 2024.

Kenya – Le Kenya placé sur liste grise du GAFI

Le Groupe d'action financière (GAFI), l'organisme mondial de surveillance de la lutte contre le blanchiment d'argent, a placé le Kenya sur sa liste grise des juridictions sous surveillance renforcée, rejoignant ainsi la Tanzanie et le Sud-Soudan. Compte tenu de sa position géographique et de son statut économique, le Kenya est exposé à des vulnérabilités fortes. Les faiblesses pointées concernent notamment du financement du terrorisme, le blanchiment d'argent provenant des produits de la criminalité à l'intérieur et à l'extérieur du pays, du transit de drogues et du trafic illégal d'espèces sauvages. L'inscription sur la liste grise pourrait nuire à la réputation du Kenya, compliquer les transactions bancaires, et pourrait aboutir à une réduction des investissements directs étrangers. Le Kenya devra suivre un plan d'action précis pour répondre aux fragilités identifiées et réaliser une évaluation du risque de financement du terrorisme. L'inscription du GAFI pourrait être suivie d'une entrée sur liste grise de l'Union européenne.

Madagascar – Le gouvernement signe l'Accord de Samoa avec l'Union européenne

Le 13 février 2024, la ministre des Affaires étrangères malgache a signé un nouvel accord de partenariat avec l'Union européenne (UE) et ses États membres ainsi que les 79 pays membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). L'accord de Samoa, qui succède à l'Accord de Cotonou, est le nouveau cadre juridique qui régira ce partenariat pour les vingt prochaines années. Il établit des principes communs dans six domaines prioritaires : (i) démocratie et droits de l'homme, (ii) croissance et développement économiques durables, (iii) changement climatique, (iv) développement humain et social, (v) paix et sécurité et (vi) migrations et mobilité. Il commence à s'appliquer le premier jour du deuxième mois suivant sa signature.

Namibie – La Namibie est inscrite sur la liste grise du GAFI

Le 24 février, lors de son assemblée plénière, le Groupe d'Action Financière (GAFI) a inscrit le Kenya et la Namibie sur la liste des juridictions sous surveillance renforcée (« liste grise »). Pour la Namibie, l'institution juge en effet que le cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme présente de nombreuses lacunes. Cette inscription était attendue, après l'entrée de la Namibie en période d'observation en septembre 2022, suite à un rapport de l'organisation pointant les manquements sur les critères de conformité technique et sur les composantes mesurant l'efficacité du dispositif. Selon le Financial Intelligence Center, la cellule de renseignement financier namibienne, le pays a mis à profit cette période pour accomplir 59 des 72 actions recommandées par le GAFI. Le GAFI a néanmoins estimé que ces efforts importants devaient être poursuivis, notamment pour ce qui concerne six des onze composantes mesurant l'efficacité du dispositif. Le CFI rappelle toutefois que le système financier reste solide, stable et bien capitalisé et devrait donc pouvoir résister à une potentielle fuite de capitaux. Pour rappel, la Namibie avait déjà été inscrite sur la liste grise en février 2012, avant d'en être retirée en 2017.

Nigeria - Décès accidentel du fondateur d'Access Bank et Président du Conseil d'affaires France Nigéria Herbert Wigwe

Le président d'Access Bank Herbert Wigwe est décédé le vendredi 9 février lors d'un accident d'hélicoptère en Californie, alors qu'il se rendait à la finale du Super Bowl américain. Herbert Wigwe était un entrepreneur parmi les plus talentueux de sa génération, un mécène et un collectionneur d'art, et un Président engagé du Conseil d'affaires France Nigéria. Il était proche de la France, et nos pensées vont à sa famille et à ses amis. Né en 1966, Herbert Wigwe était depuis 2014 CEO d'Access Holdings Plc (dont Access Bank est filiale à 100 %). Access Bank, qu'il avait acquise en 2002, à l'époque 65ème banque nigériane sur 89, est aujourd'hui la plus grande du pays. Access Bank possède désormais plus de 58 millions de clients – première banque africaine en nombre de clients. Elle opère par l'intermédiaire d'un réseau de plus de 700 succursales et points de service, couvrant 3 continents et 17 marchés. La banque emploie 28 000 personnes au Nigeria et possède des filiales en Afrique subsaharienne (Angola, Cameroun, Gambie, Sierra Leone, Ghana, République Démocratique du Congo, Rwanda, Zambie, Kenya, Guinée, Botswana, Afrique du Sud), au Royaume-Uni et en France (depuis mai 2023), ainsi qu'une succursale à Dubaï (EAU) et des bureaux de représentation en Chine, au Liban et en Inde.

Ghana - Le Président ghanéen procède à un profond remaniement ministériel

Le 14 février 2024, le président Nana Akufo-Addo a annoncé un remaniement majeur qui a entraîné le remplacement du ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, ainsi que de douze autres ministres et dix ministres adjoints. M. Ofori-Atta était ministre des Finances depuis 2017, le plus long mandat à ce poste depuis 1992. Depuis 2022, le Ghana traverse une crise économique et financière l'ayant conduit à faire appel au FMI pour la 17ème fois depuis l'Indépendance de 1957. Alors que les indicateurs macroéconomiques semblent se redresser progressivement avec la Facilité élargie de crédit de 3 Md USD du FMI signée en mai 2023, M. Ofori-Atta n'en a pas moins été critiqué par les députés de l'opposition, les membres de son parti et une part de la population pour sa gestion des problèmes économiques et financiers du Ghana, dont il est tenu pour partie responsable. Ken Ofori-Atta devrait être nommé conseiller présidentiel principal pour l'économie et « envoyé spécial » du président pour les investissements internationaux et les marchés des capitaux. Mohammed Amin Adam, ministre d'État au ministère des Finances et ancien vice-ministre de l'Énergie chargé du secteur pétrolier, a été nommé pour remplacer M. Ofori-Atta. Le deuxième et dernier mandat du président Nana Akufo-Addo se terminera en janvier 2025, à la suite des élections générales prévues en décembre 2024.

Projets et financements

Cameroun – Le gouvernement annonce un plan de développement de la filière blé de 417 Mds FCFA

Le gouvernement camerounais a adopté un plan de développement de la filière blé d'un montant de 417 Mds FCFA. Ce plan conduit par le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, va s'étendre sur 5 ans (2024- 2028), et a pour objectif principal de relancer la production et la transformation de blé afin de réduire de 35 % les importations. Actuellement, la production nationale de blé est estimée à 350 000 tonnes. Ce plan prévoit trois axes de déploiement : la redynamisation du dispositif de recherche et vulgarisation, d'appui-conseil et de valorisation de la culture durable du blé ; l'amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité de la filière ; la structuration, le financement et la commercialisation de la production. Cette initiative est en droite ligne avec des actions entreprises par le gouvernement depuis quelques mois pour réduire l'impact de la guerre Russo-ukrainien et développer la production locale. En novembre 2023, une subvention de 10,3 Mds FCFA a été accordé à l'Institut de recherches agricoles pour le développement (IRAD) pour relancer la production du blé à grande échelle au Cameroun. L'IRAD avait dès lors investi dans trois champs semenciers dans les localités de Wakwa, Mbang-Mboum et Wassande (Adamaoua). 180 tonnes de blé récoltées à Wassande seront mises à la disposition des coopératives de production de la région.

Congo – Le Congo et la France signent des conventions d'un montant de 10,3 M EUR pour la formation des jeunes

Le ministre de l'Économie et des Finances du Congo, l'Ambassadrice de France au Congo et la Directrice Adjointe de l'Agence française de Développement (AFD) à Brazzaville, ont signé le mardi 9 janvier 2024, des conventions de financement (en don) d'un montant de 10,3 M EUR pour le Projet de renforcement de l'adéquation formation – emploi, dénommé en lingala « Mosala ». Le projet est financé à travers le Contrat de désendettement et de développement (C2D) de l'AFD pour un montant de 7,5 M EUR et par une délégation de fonds consentie par l'Union européenne à l'AFD et mis à disposition de la République du Congo pour un montant de 2,8 M EUR. Le projet Mosala sera mis en œuvre par le ministère en charge de la formation qualifiante. Il vise à accompagner les jeunes congolais dans leur parcours d'insertion professionnelle et à couvrir les besoins des employeurs en ressources humaines qualifiées notamment dans les filières clés de la diversification économique du pays.

Congo – La BDEAC apporte 30 Mds FCFA dans la construction des hôpitaux généraux

Le président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), Dieudonné Evou Mekou, a signé le 18 janvier à Brazzaville, avec l'administrateur général de la société brésilienne Asperbras, Leonardo Belussi, une convention de financement de 30 Mds FCFA visant à permettre à Asperbras de construire et d'équiper les hôpitaux généraux de Sibiti et Ouesso, respectivement dans les départements de la Lékoumou et de la Sangha. L'objectif global de ce projet mis en œuvre par Asperbras, et dont le coût global est d'environ 115 Mds FCFA, vise à améliorer l'accès aux soins de qualité à la population de ces différents départements. C'est en 2013 que le projet relatif à la construction des hôpitaux généraux dans les douze départements du Congo a été lancé.

Gabon – La Banque mondiale octroie un prêt de 68,5M USD

Le 2 janvier, le ministre de l'Économie et des Participations Mays Mouissi, et Cheick Kante, directeur des Opérations pour la Banque mondiale en Afrique centrale ont signé un accord de 68,5 M USD. Ce prêt vise à financer le projet Gabon numérique qui doit permettre la numérisation des services publics et l'augmentation du nombre de personnes disposant d'un identifiant unique. Le Gabon se hisse au 1er rang du classement des pays d'Afrique centrale selon le dernier indice des TIC avec un score de 72,9 points, supérieur à la moyenne mondiale qui est de 72,8. Le secteur du numérique est également un important levier de croissance, représentant près de 5 % du PIB.

RDC – Projet d’implantation de l’Institut de bassin du Congo pour la nouvelle économie du climat

Lors du conseil des ministres du 12 janvier, le président de la République, Félix Tshisekedi, a annoncé le financement de la construction par M. Jeff Bezos, fondateur et principal actionnaire du géant Amazon, au travers du « Bezos Earth Fund » d’un Institut du bassin du Congo pour la nouvelle économie du climat. Selon le compte rendu qu’en a fait le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, M. Patrick Muyaya, cet Institut aurait pour rôle de coordonner les recherches sur le climat afin de permettre à la RDC et la région du bassin du Congo de consolider une stratégie globale.

Mauritanie – Signature de deux conventions de financement de l’AFD pour 40 M EUR

La Mauritanie et l’Agence française de développement ont signé le 21 février deux conventions de financement d’un montant total de 40 M EUR (dont 35 M de prêts et 5 M EUR de participations de l’Etat mauritanien) destinées à la réalisation du Projet Intégré de Mobilisation des Eaux de surface (PIME). Ce projet mené par le ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement participera, d’une part, à la réhabilitation et la valorisation agropastorale de 36 barrages pour une surface d’exploitation de 2 500 hectares au bénéfice de 18 000 ménages et, d’autre part, au renforcement de la gouvernance du secteur de l’hydraulique en cohérence avec la Stratégie Nationale pour un accès durable à l’eau et l’assainissement à l’horizon 2030. La seconde partie du financement sera orientée vers l’accompagnement des priorités et des réformes du secteur, dont la mise en place du Système National d’Information sur l’Eau et l’Assainissement (SNIEA), la définition d’une stratégie nationale de Gestion Intégrée de la Ressource en Eau (GIRE) et le renforcement de l’ensemble des structures du secteur.

Namibie – La Development Bank of Southern Africa et la Development Bank of Namibia devraient financer le développement des infrastructures ferroviaires de la Namibie

Le PDG par intérim de TransNamib a annoncé la conclusion d’un accord imminent avec ces deux bailleurs pour un prêt de 2,6 Mds NAD (130 M EUR) destiné à remettre à niveau le réseau opéré par le groupe public. Webster Gonzo a précisé qu’une part majeure de ce prêt servirait à l’acquisition de 25 locomotives et 300 wagons. Ce nouveau matériel roulant devrait contribuer à développer les capacités du réseau ferroviaire namibien, notamment dans le cadre du développement des quatre corridors stratégiques d’exportations de matières premières (Trans-Kalahari, Trans-

Zambezi, Trans-Cunene et Trans-Oranje). Le réseau ferroviaire namibien totalise environ 2 687 km. Une évaluation de l'état de l'infrastructure ferroviaire réalisée en 2011 a révélé que celle-ci était généralement considérée comme médiocre, ce qui se traduit par des contraintes de capacité dues à des restrictions de vitesse, limitant la vitesse d'exploitation à 15 km/h sur certains tronçons afin de pouvoir fonctionner en toute sécurité. TransNamib, une entreprise publique, est le seul opérateur ferroviaire à gérer environ 1,5 MTPA (million de tonnes par an) de marchandises, après avoir géré plus de 2,5 MTPA dans le passé.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Gabon – L'Etat active son droit de préemption pour le rachat des actifs d'Assala par Maurel & Prom

Lors des vœux présentés à la Nation le 31 décembre, le Président a réaffirmé la volonté de l'Etat gabonais de faire valoir ses droits de préemption pour le rachat de la société pétrolière Assala. Maurel & Prom avait officialisé le rachat en août dernier, pour un montant de 730 M USD (auxquels s'ajoutent 550 M USD de reprise de dette). M&P dispose de nombreuses synergies à dégager avec ses propres champs de pétrole, ses services supports, développement, exploration et recherche. Aujourd'hui, se pose la question de la capacité de financement de l'Etat pour lui permettre d'aller au bout de cette préemption.

Guinée équatoriale – Lancement de la campagne de forage dans le bloc G

La société pétrolière norvégienne Panoro Energy a annoncé le lancement d'une campagne de forage dans le bloc G, au large de la Guinée équatoriale. Trois puits intercalaires seront forés pour augmenter la production des champs pétrolifères de Ceiba et d'Okume, l'objectif étant de dépasser la moyenne de 25 000 barils par jour. L'opérationnalisation des trois puits est prévue d'ici le deuxième trimestre 2024. La société envisage par la suite le forage d'un puit d'exploration dans le champ d'Akeng Deep du bloc S.

Mauritanie – La Présidente de la Commission européenne réitère son soutien sur les questions migratoires et d'hydrogène vert

A l'occasion d'un déplacement à Nouakchott, en compagnie du Chef du gouvernement espagnol, la Présidente de la Commission européenne a réitéré le soutien de l'UE à la Mauritanie sur les questions migratoires (à hauteur de 210 M EUR)

ainsi dans le domaine de l'hydrogène vert. Accompagnée par des industriels du secteur énergétique, dont Total Eren, la Présidente de la Commission a annoncé un renforcement de la coopération énergétique. Un accord de coopération et de développement de 100 M EUR a été signé, dont 60 M EUR seront dédiés à des projets devant être mis en œuvre dans les quatre prochaines années. De son côté, le Premier ministre espagnol a annoncé que, grâce à la collaboration d'entreprises espagnoles, 200 M EUR seront mobilisés dans les années à venir, notamment sur des projets d'infrastructures et d'énergie renouvelables.

Mozambique – La détérioration du contexte sécuritaire fragilise de nouveau les mégaprojets de GNL de TotalEnergies et d'ExxonMobil

La province septentrionale du Cabo Delgado rencontre des difficultés sécuritaires avec des attaques des groupes extrémistes - dont l'État islamique - redoublant d'intensité depuis quelques semaines (destructions d'infrastructures, pertes humaines, y compris dans les forces armées mozambicaines) et signalées dans un nombre croissant de localités. Cette poussée d'insécurité, notamment entre les deux principales villes portuaires de Mocimboa da Praia et de Pemba intervient alors que les autorités et la communauté internationale estimaient fin 2023 que les troubles étaient désormais circonscrits à une zone géographique limitée (aux alentours de Mocimboa da Praia) et n'étaient plus le fait que d'un nombre très réduit d'insurgés (fin janvier, un rapport de l'ONU estimait que le groupe terroriste consistait en « 160 à 200 combattants aguerris »). Il semblait alors que les forces armées parvenaient à les contenir, ce qui ouvrait la voie à leur redimensionnement, le retrait des forces internationales de la SADC Mission in Mozambique (SAMIM) étant programmé d'ici au 15 juillet 2024. Bien que les autorités mozambicaines multiplient les déclarations rassurantes, la situation est suivie avec la plus grande attention à Maputo, non seulement sur les aspects sécuritaires, mais également compte tenu des enjeux économiques considérables attachés aux grands projets gaziers en développement dans cette partie du pays (TotalEnergies, ExxonMobil, ENI). Il était notamment attendu que TotalEnergies mette incessamment un terme à l'interruption du projet Mozambique LNG (23 Mds USD) pour force majeure.

RDC – Signature avec l'Arabie Saoudite d'un mémorandum de coopération dans le secteur des ressources minérales

La RDC et l'Arabie Saoudite ont signé le mardi 9 janvier, en marge du Forum des minéraux du Futur à Riyad, un mémorandum de coopération bilatérale dans le secteur des ressources minérales. Cet accord a été signé entre Mme Antoinette N'samba Kalambayi, ministre congolaise des Mines, et M. Bandar Bon Ibrahim Alkhorayef, ministre saoudien de l'Industrie et des Ressources minérales. Il viserait à

améliorer la recherche, l'exploitation et la transformation des minéraux au niveau local, un groupe de travail mixte devant se réunir pour réfléchir sur la feuille de route. Accompagnaient notamment la ministre des Mines à ce Forum, M. Popol MABOLIA YENGA, Directeur Général du Cadastre Minier, M. Raoul WAZENGA, Directeur Général du Service Géologique National du Congo et le Professeur Dieudonné-Louis TAMBWE, Coordonnateur adjoint chargé des questions techniques de la CTCPM (Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière).

Sénégal – Arrivée du FPSO Léopold Sédar Senghor sur le champs pétrolier Sangomar

La société nationale des pétroles du Sénégal (Petrosen) a annoncé, le 11 février, l'arrivée sur le site du champs pétrolier Sangomar de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) en provenance de Singapour. D'une longueur de 372 mètres et d'une largeur de 58 mètres, le FPSO dispose d'une capacité de 1,3 M de barils et devrait assurer une production d'environ 100 000 à 125 000 barils de pétrole brut par jour. L'arrivée de cette unité, qui est un élément central du dispositif d'exploitation du champs Sangomar, marque une étape significative vers le démarrage de la production de pétrole au Sénégal prévu à la mi 2024. La construction du FPSO a été confiée en 2020 à l'entreprise japonaise Modec. Pour rappel, le développement de Sangomar, découvert en 2014 et contenant à la fois du pétrole (réserves estimées à 630 M de barils) et du gaz, a été confié à l'entreprise australienne Woodside Energy. D'après le communiqué, l'Etat qui, à travers Petrosen, contribue à hauteur de 18% au projet soit 900 M USD, devrait recevoir 55% des bénéfices.

Industrie, transports et services

Afrique du Sud – L'opérateur routier national Sanral prévoit de lancer des appels d'offres d'environ 28 Mds ZAR (1,4 Md EUR) au S1 2024

L'entreprise publique sud-africaine en charge des infrastructures routières Sanral a annoncé lancer des appels d'offres d'une valeur d'environ 28 Mds ZAR au cours des six premiers mois de 2024 dans le but de développer les infrastructures routières du pays. La région occidentale obtiendra des contrats d'une valeur de 600 M ZAR ; la région méridionale obtiendra des contrats d'une valeur de 2,8 Mds ZAR ; la région orientale obtiendra des contrats d'une valeur de 2,1 Mds ZAR ; et la région septentrionale obtiendra des contrats d'une valeur de plus de 500 M ZAR. Sur les principaux corridors d'exportation de matières premières, les défaillances du secteur ferroviaire ont conduit les logisticiens à se reporter sur les axes routiers, ce qui a fortement accéléré l'usure du réseau ces dernières années. Sanral a déclaré dans un communiqué qu'au moins 30 % des appels d'offres seraient attribués à de petites entreprises de construction appartenant à des personnes éligibles à la politique de

Broad-based black economic empowerment (B-BBEE). Cependant, l'année dernière Sanral a attribué trois des quatre plus gros contrats de construction à des entreprises chinoises, notamment pour des raisons de prix. Sanral n'a dépensé que la moitié de son budget pour les routes sans péage au cours des quatre dernières années et n'a atteint que la moitié de ses objectifs de construction routière. Cela est notamment dû au fait que l'entreprise a dû annuler 80 appels d'offres en 2023 pour une valeur estimée à 9,3 Mds ZAR, après que des entreprises de construction ont contesté ses règles de passation de marchés préférentielles, qui auraient avantage les entreprises détenues à 100 % par des personnes noires.

Botswana – De Beers et le Botswana font part au G7 de leurs préoccupations concernant les effets des sanctions sur les diamants russes

Les producteurs de diamants De Beers, propriété du groupe britannique Anglo American et la compagnie publique minière botswanaise Okavango Diamond Company ont alerté le G7 sur l'impact de potentielles mesures d'exclusion des diamants russes sur le secteur au Botswana. En décembre 2023, les pays du G7 ont annoncé une interdiction des diamants russes importés directement à partir du 1er janvier 2024, suivie de restrictions progressives sur les importations indirectes de pierres précieuses russes à partir du 1er mars 2024 environ. Cette décision bouleverse le secteur du diamant, sachant que la Russie est le principal producteur en volume brut de diamants et exporte la plupart de sa production. Un nouveau système de traçabilité de l'origine des pierres précieuses devrait être mis en place en septembre 2024 afin d'empêcher le commerce des diamants russes. La Belgique a déjà proposé Anvers comme lieu unique de contrôle des diamants, la ville étant l'une des plaques tournantes du secteur, au même titre que Dubaï. Cela aurait pour conséquence de contraindre les pays producteurs, dont le Botswana et la Namibie, ainsi que les compagnies minières comme De Beers, d'envoyer leurs diamants bruts à Anvers afin de les faire certifier. Outre que cela induirait des coûts supplémentaires, l'industrie botswanaise s'inquiète des pertes d'opportunités pour ses entreprises de locales de taille et polissage. Ainsi, De Beers et le Botswana militent auprès du G7 pour que les producteurs africains puissent certifier eux-mêmes leurs diamants.

Ethiopie – Recours aux partenariats public-privé pour construire des logements sociaux

Le gouvernement éthiopien a annoncé vouloir construire 80 000 logements abordables dans le pays dans le cadre de partenariats public-privé (PPP). La première phase de ce projet vise la construction de 3 600 unités destinées à loger les employés de l'organisme public de radiodiffusion Ethiopian Broadcasting Corporation (EBC). 23 sociétés immobilières et de construction ont, à ce jour, répondu à l'appel d'offres lancé il y a plus d'un mois. La participation à ce dernier était réservée aux entreprises possédant des actifs de valeur supérieure à 45 MUSD, une condition excluante pour une grande partie de l'écosystème local. Le projet sera suivi par un conseil d'administration interministériel (Finances, Eau et Energie, Urbanisme, entres autres). Cette initiative s'inscrit dans la volonté du gouvernement de favoriser les

investissements privés et le développement d'infrastructures via des PPP. Le gouvernement estime que le besoin en logements à horizon 2030 s'élève à 5,5 millions.

Sénégal – Le résultat net du groupe Sonatel en hausse de 19 % en 2023

Le groupe de télécommunication sénégalais Sonatel (détenu à 42% par Orange) a annoncé avoir enregistré au terme de l'exercice 2023 un résultat net consolidé de 332 Mds FCFA (506 M EUR, en hausse de 19%) et un chiffre d'affaires (CA) consolidé en croissance de 11,4% à 1 621 Mds FCFA (2,5 Mds EUR). Cette performance est présentée comme le résultat des investissements réalisés par le groupe (représentant 15,6% de son CA) en vue de consolider sa position de leader sur le marché. En 2023, le nombre d'abonnés pour les services fixe, mobile et internet a cru de 6% pour atteindre 41 M tandis que le nombre d'abonnés inscrits à Orange Money a augmenté de 19,8% à 31,6 M (à nuancer toutefois puisqu'on en compte 11,7 M d'actifs). Présent dans cinq pays (Sénégal, Mali, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Léone), la contribution du groupe à leurs économie est estimée à 26% du CA versés aux budgets des Etats, 32% reversés au secteur privé local et 32% aux partenaires distributeurs et prestataires de service locaux.

Cameroun – L'entreprise CFHEC adjudicataire des travaux de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala

L'entreprise China First Highway Engineering Company (CFHEC) a été retenue pour réaliser les travaux de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala portant sur un linéaire de 139 km. Un accord cadre a été signé le 12 janvier 2024 entre le ministre des Travaux Publics et le Directeur Général de CFHEC. Le démarrage des travaux est annoncé pour la fin du 1er trimestre 2024. La phase 2 du projet vise à relier la localité de Bibodi (région centre) à la ville de Douala région du Littoral). La construction d'une voie de contournement de Douala est également prévue au cours de cette phase. Pour rappel, la phase 1 de l'autoroute Yaoundé-Douala portant sur 60 km avait également été réalisée par la CFHEC ; les travaux ont duré 8 ans et ont coûté 350 Mds FCFA HT pour un marché initial de 284 Mds FCFA HT. D'après l'étude d'avant-projet sommaire, bien que les négociations financières soient toujours en cours pour cette 2ème phase, le coût est estimé à près de 900 Mds FCFA.

République centrafricaine – Signature d'un accord de 200 M USD avec les Émirats arabes unis pour la construction d'un nouvel aéroport

La République centrafricaine a récemment conclu un accord de financement de 200 M USD avec les Émirats arabes unis pour la construction d'un nouvel aéroport

à Bangui. Cet accord, résultat des engagements pris lors de la récente visite d'une délégation des BRICS, vise à remplacer l'actuel aéroport Bangui-M'Poko, qui ne répond plus aux normes internationales. Le projet, en gestation depuis plusieurs années, comprend la construction d'un aéroport doté de six pistes, d'un terminal passager, de facilités pour le fret, ainsi que d'infrastructures annexes telles que des hôtels 5 étoiles et un centre commercial.

Sao Tomé-et-Principe – AGL signe un contrat de gestion du port de Sao Tomé

AGL a signé le 20 décembre 2023 un contrat de gestion du port de Sao Tomé. L'entreprise a été sélectionnée à l'issue d'une consultation pour la reprise des opérations du terminal à conteneur du port. Ce partenariat devrait permettre d'améliorer l'efficacité et la productivité du port, en mettant en place des solutions technologiques et des pratiques de gestion modernes. AGL assurera avec MSC la réalisation des opérations de manutention des marchandises ainsi que la modernisation des opérations du terminal.

Zambie – L'entreprise minière américaine KoBold Metals veut accélérer son projet de 2 Mds USD, annoncé comme le plus grand gisement de cuivre en Zambie

KoBold Metals, une société californienne d'exploration des métaux, soutenue notamment par Bill Gates et Jeff Bezos, a déclaré qu'elle prévoyait d'accélérer le développement d'une nouvelle mine de cuivre en Zambie qui pourrait représenter environ 2 Mds USD d'investissements. Alors que KoBold Metals avait initialement déclaré son intention de construire une nouvelle mine dans le cadre de son projet autour de Mingomba en Zambie au cours de la décennie à venir, ce dernier s'est accéléré en raison de la demande croissante de cuivre dans le monde. Cela peut être aussi dû au fait que le gisement de Mingomba pourrait être la plus riche découverte de cuivre en Zambie depuis 100 ans avec un potentiel de 247 millions de tonnes et un taux de pureté d'environ 4 %. Josh Goldman, cofondateur et président de la société, a indiqué que des partenariats sont envisagés afin de mobiliser les fonds nécessaires pour le développement de la mine. Cette annonce intervient alors que les États-Unis, ainsi que l'Union Européenne, intensifient leurs efforts pour diversifier leurs sources d'approvisionnement en métaux critiques tels que le cuivre, le cobalt, le lithium et le nickel. Ces métaux sont essentiels pour faciliter la transition vers des énergies propres et soutenir la croissance de la production de batteries électriques.

Côte d'Ivoire – Délégation ivoirienne au Salon International de l'Agriculture à Paris

Le 26 février, en marge du Salon International de l'Agriculture qui se tient actuellement à Paris, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières ivoirien a présenté les opportunités du secteur vivrier à des députés français et au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF). Les échanges ont essentiellement porté sur la coopération bilatérale dans le domaine agricole et la mobilisation des investisseurs français dans le cadre de la politique de souveraineté alimentaire menée par le gouvernement ivoirien.

Ouganda – L'Ouganda signe un accord de 400 MUSD pour une usine d'engrais à base d'hydrogène vert

La ministre ougandaise de l'Energie, a signé un accord de 400 MUSD avec Industrial Promotion Services - une agence de l'Aga Khan Development Network - et Westgass International (Norvège) pour la construction d'une usine d'engrais à base d'hydrogène vert. L'usine sera stratégiquement située pour tirer profit de sa proximité avec la centrale hydroélectrique de Karuma, d'une capacité de 600 MW. Dépassant largement le cadre de l'agriculture, le projet vise à réduire la dépendance du pays à l'égard des engrais importés, renforçant ainsi sa résilience et sa souveraineté économiques. Le projet vise à augmenter la production d'engrais azotés à environ 200 000 tonnes par an et utiliserait jusqu'à 100 MW d'électricité de la centrale électrique de Karuma.

Agenda

29-31 janvier 2024	CEMAC Fintech Forum	Douala, Cameroun
5-8 février 2024	Mining Indaba	Le Cap, Afrique du Sud
19-23 février 2024	Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat	Yaoundé, Cameroun
20-25 février 2024	Ocean Innovation Africa	Le Cap, Afrique du Sud
5-7 mars 2024	Africa Energy Indaba	Le Cap, Afrique du Sud
17-19 avril 2024	Cameroon Investment Forum	Douala, Cameroun
24-26 avril 2024	8 ^e édition de la semaine française de Kinshasa	Kinshasa, RDC
Avril 2024	EU Business Forum	Nigéria
23 avril 2024	Forum du CIAN, "Investir en Afrique 2024"	Paris, France
Mai 2024	EU Business Summit	Ghana
14-15 mai 2024	Invest in Africa Energy	Paris, France
14-17 mai 2024	NAMPO, salon de l'agriculture	Bothaville, Afrique du Sud
12-14 juin 2024	Mining Week Lubumbashi	Lubumbashi, RDC
Octobre 2024	Business Forum régional de la chambre de commerce	Johannesburg, Afrique du Sud
Novembre 2024	French Week	Nigéria
11-14 novembre 2024	AfricaCom	Le Cap, Afrique du Sud

Contacts

Afrique australe

Afrique du sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe : **Thibault Dornon**

Angola : **François Removille**

Mozambique, Eswatini : **Philippe Autier**

Afrique centrale

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad : **Michel Drobnik**

Congo : **Guillaume Prevost**

RDC : **Thierry Blin**

Gabon, Sao Tomé : **Pascal Fornage**

Afrique de l'Est et Océan indien

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda, Soudan : **Jérôme Baconin**

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles : **Béatrice Alperte**

Ethiopie, Erythrée, Djibouti : **Julien Defrance**

Ouganda, Soudan du Sud : **Grégory Sidrac**

Tanzanie : **Annie Biro**

Afrique de l'Ouest

RCI, Guinée Bissau, Guinée, Libéria, Sierra Leone, Burkina Faso, Niger : **Daniel Gallissaires**

Sénégal, Mauritanie, Cap-Vert, Gambie : **Christophe Morchoine**

Togo, Bénin : **Jérôme Frouté**

Nigéria-Ghana

Nigéria : **Florent Mangin**

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Thomas Kergonou-Jimenez (thomas.kergonoujimenez@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : services économiques situés en Afrique subsaharienne

Abonnez-vous : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>